



RETURN OFFERS TO :
RETOURNER LES OFFRES À :
Bid Receiving - Réception des
soumissions:

Correctional Service Canada / Service correctionnel
Canada
Contracts and Materiel Services
3427 Faithfull Avenue
Saskatoon SK
S7K 8H6

ATTENTION: Claudette Chabot

**REQUEST FOR A STANDING
OFFER
DEMANDE D'OFFRE À
COMMANDES**

Regional Master Standing Offer (RMSO)
Offre à commandes maître régionale (OCMR)

Canada, as represented by the Minister of the
Correctional Service of Canada, hereby requests a
Standing Offer on behalf of the Identified Users
herein.

Le Canada, représenté par le ministre du Service
correctionnel Canada, autorise par la présente, une
offre à commandes au nom des utilisateurs
identifiés énumérés ci-après.

Comments — Commentaires :

**Vendor/Firm Name and Address —
Raison sociale et adresse du fournisseur/de
l'entrepreneur :**

Telephone # — N° de Téléphone :

Fax # — No de télécopieur :

Email / Courriel : _____

GST # or SIN or Business # — N° de TPS
ou NAS ou N° d'entreprise :

Title — Sujet: Formation professionnelle de premiers soins	
Solicitation No. — N° de l'invitation 21C50-19-3043775	Date: 13 juin 2019
Client Reference No. — N° de Référence du Client 21C50-19-3043775	
GETS Reference No. — N° de Référence de SEAG 21C50-19-3043775	
Solicitation Closes — L'invitation prend fin at /à : 14 :00 On / Le : le 24 juillet 2019	Time Zone Fuseau horaire CST Heure normale du centre
Delivery Required — Livraison exigée : See herein – Voir aux présentes	
F.O.B. — F.A.B. Plant – Usine: Destination: Other-Autre:	
Address Enquiries to — Soumettre toutes questions à: Claudette Chabot Claudette.Chabot@csc-scc.gc.ca	
Telephone No. – N° de téléphone: 306-659-9255	Fax No. – N° de télécopieur:
Destination of Goods, Services and Construction: Destination des biens, services et construction: Multiple as per call-up Multiples, selon la commande subséquente.	
Security – Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	
Instructions: See Herein Instructions : Voir aux présentes	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm Nom et titre du signataire autorisé du fournisseur/de l'entrepreneur	
_____	_____
Name / Nom	Title / Titre
_____	_____
Signature	Date
(Sign and return cover page with offer/ Signer et retourner la page de couverture avec l'offre)	



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Révision du nom du Ministère
4. Exigences relatives à la sécurité
5. Compte rendu
6. Ombudsman de l'approvisionnement
7. Offres à commandes multiples

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
5. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences relatives à la sécurité

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Utilisateurs désignés
8. Instrument de commande
9. Limite des commandes subséquentes
10. Limitation financière
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations et renseignements supplémentaires
13. Lois applicables



B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Divulgateur proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
5. Paiement
6. Instructions pour la facturation
7. Assurances
8. Contrôle
9. Fermeture d'installations gouvernementales
10. Dépistage de la tuberculose
11. Conformité aux politiques du SCC
12. Conditions de travail et de santé
13. Responsabilités relatives au protocole d'identification
14. Services de règlement des différends
15. Administration du contrat
16. Renseignements personnels
17. Guide d'information pour les entrepreneurs
18. Règlements concernant les emplacements du gouvernement

Liste des annexes :

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C- Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- Annexe D - Critères d'évaluation



PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
Partie 3	Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité et exigences financières : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
Partie 7	7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement et toute autre annexe.

2. Sommaire

- (i) Le Service correctionnel du Canada a l'obligation de fournir une certification de tierce partie pour la formation en premiers soins, en réanimation cardiorespiratoire (RCR) pour adultes et en défibrillateurs externes automatisés (DEA) à des groupes de délinquants et de délinquantes dans les divers établissements de la région des Prairies énumérés à l'annexe A – Énoncé des travaux. Une fois la formation terminée avec succès, les participants recevront un certificat.
 - L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Service correctionnel du Canada - CORCAN dans la région des Prairies
Les gestionnaires de CORCAN des divers établissements énumérés à l'annexe A – Énoncé des travaux
 - Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées à partir de la date d'attribution jusqu'au 31 juillet 2020 avec une possibilité de deux (2) périodes optionnelles supplémentaire d'un an.
- (ii) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC) .



3. Révision du nom du Ministère

Cette demande d'offre à commandes est émise par le Service correctionnel du Canada (CSC). Toute référence à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou à son ministre dans le texte intégral ou incorporée par renvoi dans une condition ou une clause du document, ou dans tout contrat subséquent, doit être interprétée comme une référence au SCC ou à son ministre.

4. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

5. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

6. Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux soumissionnaires canadiens un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de contrats de moins de 25 300 \$ pour des biens et de moins de 101 100 \$ pour des services. Si vous avez des préoccupations au sujet de l'attribution d'un contrat du gouvernement fédéral dont la valeur est inférieure à ces seuils, veuillez communiquer avec le BOA par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca, par téléphone, au 1-866-734-5169, ou par l'entremise du site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca. Pour de plus amples renseignements, y compris les services offerts, veuillez consulter le site Web du BOA.

7. Offres à commandes multiples

Ce processus peut donner lieu à l'attribution d'un maximum de six (6) offres à commandes, soit une (1) par volet.

VOLET 1 : Établissement Bowden, établissement Drumheller

VOLET 2 : Établissement d'Edmonton pour femmes, établissement d'Edmonton, établissement Grierson, ateliers industriels en milieu communautaire, centre Pê Sâkâstêw

VOLET 3 : Établissement de Grande Cache

VOLET 4 : Pénitencier de la Saskatchewan, pavillon de ressourcement Willow Cree, centre psychiatrique régional, ateliers industriels en milieu communautaire

VOLET 5 : Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, centre Oskana



VOLET 6 : Établissement Stony Mountain, centre Osborne

Les soumissionnaires peuvent présenter une proposition pour un ou plusieurs volets, mais ils doivent fournir les services aux établissements énumérés dans le volet en question.

REMARQUE : Le soumissionnaire doit fournir suffisamment de ressources pour le volume estimatif de séances par volet pour lequel il est intéressé à fournir le service.



PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2019-03-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

**Supprimer : soixante (60) jours
Insérer : un cent et vingt (120) jours**

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Service correctionnel du Canada (SCC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur ou par courriel à l'intention du SCC ne seront pas acceptées.

3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;



- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;



- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

5. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Alberta, Saskatchewan et Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.



PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique **trois (3) copies papier**

Section II : offre financière **une (1) copie papier**

Section III: attestations **une (1) copie papier**

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Les offrants doivent soumettre leur offre financière et leur offre technique dans des enveloppes distinctes.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offre à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.



Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :
Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.



PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du SCC évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les offres seront évaluées en vue de déterminer si elles répondent à toutes les exigences énoncées à l'**Annexe D – Critères d'évaluation**. Les offres qui ne répondent pas aux critères obligatoires seront déclarées non recevables, et seront rejetées.

1.2 Évaluation financière

Clause du guide des CCUA M0220T (2016-01-28), Évaluation du Prix - offre

Les offres qui contiennent une offre financière autre que celle exigée en vertu de l'**Article 3. Section II : offre financière** de la **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES** seront déclarées non conformes.

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection – Critères techniques obligatoires seulement

Une évaluation distincte sera effectuée pour chacun des volets.

Pour être déclarée recevable, l'offre doit satisfaire aux exigences de la demande d'offres à commandes et à tous les critères d'évaluation technique obligatoires (O1 à O4 dans l'annexe D). L'offre recevable dont le prix attribué est le plus bas dans chaque volet précisé sera recommandée en vue de l'attribution d'une offre à commandes.

En cas d'égalité, la soumission estampillée en premier (selon la date et l'heure) qui satisfait à toutes les exigences et dont le prix évalué est le plus bas sera retenue pour l'attribution de l'offre à commandes.



PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement au termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires.

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre, mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction

- a) Conformément au paragraphe B, en présentant une offre en réponse à la présente demande de soumissions, l'offrant atteste :
 - i. qu'il a lu et qu'il comprend la Politique d'inadmissibilité et de suspension;
 - ii. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
 - iii. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès de l'offrant ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - iv. qu'il a fourni avec son offre une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
 - v. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
 - vi. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.



- b) Lorsqu'un offrant est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe A, il doit soumettre avec son offre un formulaire de déclaration de l'intégrité (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>) dûment rempli. L'offrant doit soumettre ce formulaire au Service correctionnel du Canada avec son offre.

1.2 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Liste des noms : Tous les offrants, peu importe leur situation au titre de la Politique, doivent présenter les renseignements ci-dessous :

- i. les offrants constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une offre à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les administrateurs actuels ou, dans le cas d'une entreprise privée, des propriétaires de la société;
- ii. les offrants présentant un offre à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux présentant un offre en tant que coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires;
- iii. les offrants présentant un offre à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms.

Liste de noms:

_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

OU

- L'offrant est une société en noms collectifs

Pendant l'évaluation des offres, un offrant doit, dans les 10 jours ouvrables, informer par écrit l'autorité contractante de toute modification de la liste des noms soumise avec l'offre.

1.3 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'[Emploi et Développement social Canada \(ESDC\) - Travail](#) (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travaildroits_personne/équité_emploi/programme/contrats/federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes..

1.4 Statut et disponibilité du personnel



Clause du Guide des CCUA M3020T (2016-01-28), Statut et disponibilité du personnel

1.5 Exigences linguistiques –anglais essentiel

En déposant une offre, l'offrant atteste que, s'il obtient l'offre à commandes découlant de la demande d'offre à commandes, chaque personne proposée dans son offre devra pouvoir s'exprimer couramment en anglais. La personne proposée doit communiquer verbalement et par écrit l'anglais sans aide et en faisant peu d'erreurs.

1.6 Études et expérience

Clause du Guide des CCUA M3021T (2012-07-16), Études et expérience

1.7 Attestation:

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offrant pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.



PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).



PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe A.

2. Exigences relatives à la sécurité

2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI), s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

2.1.1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2.1.2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ en vigueur**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

2.1.3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

2.1.4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

- a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C ;
- b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

La présente offre à commandes est émise par le Service correctionnel du Canada (SCC). C'est pourquoi toute référence à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou à son ministre dans le texte intégral ou par référence dans une modalité, une condition ou une clause du document doit être interprétée comme une référence au SCC ou à son ministre.

3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes



Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de la date de l'attribution de l'offre à commandes au 31 juillet, 2020.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaire d'une (1) année chaque, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 90 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Claudette Chabot
Titre : Agente d'approvisionnement principale p.i.
Service correctionnel Canada
Services de contrats et de gestion du matériel
Téléphone : 306-659-9255
Courriel : Claudette.Chabot@csc-scc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquent à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquent à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant

[Compléter ou supprimer, s'il y a lieu.]

6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7. Utilisateurs désignés



L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Service correctionnel du Canada – CORCAN dans la Région des prairies
Les gestionnaires de CORCAN des divers établissements désignés dans la région des Prairies

8. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *Commande subséquente à une offre à commandes* ou une version électronique.

9. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser _____ \$ (insérer la limite totale individuelle pour les commandes subséquentes) (taxes applicables incluses).

10. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$ (insérer la limite de l'offre à commandes), (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou _____ (insérer le nombre de mois) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010B (2018-06-21), Conditions générales - services professionnel (complexité moyenne)
- e) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe B, Base de paiement;
- g) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (insérer la date de l'offre), (si l'offre a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » OU « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s)).

12. Attestations et renseignements supplémentaires



12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'offre à commandes.

12.2 Statut et disponibilité du personnel – offre à commandes

Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si l'offrant est incapable de fournir un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire, le Canada pourrait mettre de côté l'offre à commandes.

13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Alberta, Saskatchewan et Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit effectuer les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010B (2018-06-21), Conditions générales - services professionnel (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.2 Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés



pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :

- a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

Les travaux doivent être complétés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

5. Paiement

5.1 Base de paiement

Les paiements seront effectués conformément à l'annexe B, Base de paiement.

5.2 Limitation financière - totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$, (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou _____ mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

5.3 Paiements multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :



- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

5.4 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du Guide des CCUA A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client
Clause du Guide des CCUA C0710C (2007-11-30), Vérification du temps et prix contractuels
Clause du Guide des CCUA C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

5.5 Frais de déplacement et de subsistance

Il n'y a aucuns frais de déplacement et de subsistance associés au contrat.

5.6 Paiement par carte de crédit (Compléter ou supprimer, s'il y a lieu)

6. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés. Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

Un (1) exemplaire doit être envoyé au chargé de projet identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7. Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer afin de remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer à toute loi applicable. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.

8. Contrôle

Dans le cas où l'entrepreneur a accès à des renseignements personnels et confidentiels qui appartiennent au Canada, au personnel du SCC ou aux détenus pour effectuer les travaux, les modalités suivantes s'appliquent :

- a) L'entrepreneur garantit qu'il n'est pas assujéti au contrôle d'une entité non résidente (p. ex. personne physique, partenariat, coentreprise, corporation, société à responsabilité limitée, société mère, affiliée ou autre).



- b) L'entrepreneur devra informer le ministre de tout changement apporté au contrôle pendant la période du contrat.
- c) L'entrepreneur reconnaît que le ministre a conclu le contrat en raison de la garantie et que, si celle-ci n'est pas respectée, ou si l'entrepreneur devient assujéti au contrôle d'une entité non résidente, le ministre aura le droit de déclarer un manque au contrat, et, en conséquence, de résilier le contrat.
- d) Aux termes de la présente clause, une entité non résidente est une personne physique, un partenariat, une coentreprise, une corporation, une société à responsabilité limitée, une société mère, une société affiliée ou toute autre entité qui réside à l'extérieur du Canada.

9. Fermeture d'installations gouvernementales

- 9.1 Le personnel de l'entrepreneur est composé des employés au service de ce dernier et sont payés par l'entrepreneur en fonction des services rendus. Lorsque l'entrepreneur ou les membres du personnel de l'entrepreneur fournissent des services dans les locaux du gouvernement en vertu du contrat et qu'ils perdent l'accès à ces locaux en raison de l'évacuation ou de la fermeture d'installations gouvernementales et que, en conséquence, les travaux ne peuvent plus être effectués, le Canada n'est pas tenu responsable de payer l'entrepreneur pendant la période de fermeture.
- 9.2 Les entrepreneurs qui travaillent sur les sites du SCC doivent savoir qu'ils peuvent subir des retards ou se voir refuser l'entrée dans certains lieux et à certains moments, et ce, malgré les arrangements préalables. On suggère aux entrepreneurs d'appeler avant de se déplacer pour s'assurer qu'ils ont toujours accès aux lieux.

10. Dépistage de la tuberculose

- 10.1 Une des conditions du contrat est que l'entrepreneur ou tout employé de ce dernier qui doit entrer dans un des établissements du Service correctionnel du Canada aux fins du contrat peut devoir, à l'entière discrétion du directeur, fournir la preuve qu'il a subi un test tuberculitique récent ainsi que les résultats de celui-ci afin que l'on connaisse son état d'infection à la tuberculose.
- 10.2 L'omission de fournir une preuve du test tuberculitique et les résultats de ce test peut entraîner la résiliation du contrat.
- 10.3 Tous les coûts liés à ce test devront être entièrement assumés par l'entrepreneur.

11. Conformité aux politiques du SCC

- 11.1 L'entrepreneur convient que ses agents, ses fonctionnaires et ses sous-traitants respecteront tous les règlements et toutes les politiques en vigueur sur le site où ils effectueront les travaux visés par le contrat.
- 11.2 Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur doit obtenir tous les permis et détenir toutes les attestations et les licences requises pour effectuer les travaux.
- 11.3 De plus amples détails relatifs aux politiques actuelles du SCC se trouvent à l'adresse suivante : www.csc-scc.gc.ca, ou sur tout autre site Web du SCC conçu à cette fin.

12. Conditions de travail et de santé



- 12.1 Dans le présent article, « entité publique » désigne un organisme municipal, provincial ou fédéral autorisé à mettre en vigueur toute loi relative à la santé ou au travail qui s'applique à la réalisation des travaux ou à une partie de ceux-ci.
- 12.2 L'entrepreneur respecte toutes les lois relatives aux conditions de travail et de santé applicables à la réalisation des travaux ou à une partie de ceux-ci et exige également que tous ses sous-traitants les respectent, le cas échéant.
- 12.3 Si un représentant autorisé d'une entité publique demande de l'information ou effectue une inspection relativement aux travaux, l'entrepreneur doit immédiatement en informer le chargé de projet ou Sa Majesté.
- 12.4 La preuve de la conformité de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants aux lois applicables à la réalisation des travaux ou à une partie de ceux-ci devra être fournie par l'entrepreneur au chargé de projet ou à Sa Majesté au moment où le chargé de projet ou Sa Majesté en feront la demande.

13. Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que l'entrepreneur et chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés représentants de l'entrepreneur pour les besoins de cette clause) respectent les exigences d'auto-identification suivantes :

- 13.1 Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, l'entrepreneur et chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps;
- 13.2 Lorsqu'ils assistent à une réunion, l'entrepreneur et les représentants de l'entrepreneur doivent d'identifier comme tel à tous les participants de la réunion;
- 13.3 Si l'entrepreneur ou un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant l'entrepreneur ou un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section Propriétés du compte de courriel. De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation;
- 13.4 Si le Canada détermine que l'entrepreneur ne se conforme pas à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, le Canada en informera l'entrepreneur et demandera à l'entrepreneur de mettre en œuvre, sans délai, les mesures correctives appropriées pour empêcher que le problème ne se reproduise.

14. Services de règlement des différends

Les parties conviennent de faire tous les efforts raisonnables, de bonne foi, pour régler à l'amiable tout différend ou toute revendication qui découle du contrat par des négociations entre les représentants des parties ayant autorité pour régler un différend. Si les parties ne parviennent pas à un accord dans les 10 jours ouvrables, chaque partie consent à participer pleinement au processus de règlement des différends dirigé par l'ombudsman de l'approvisionnement, en vertu du paragraphe 22.1(3)(d) de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux et de l'article 23 du Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement, et à en assumer les coûts.

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1 866 734 5169, par courriel à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca, ou par l'entremise de son site Web à l'adresse www.opo-boa.gc.ca.



15. Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux examinera une plainte déposée par le plaignant concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.2(1) de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux et les articles 15 et 16 du Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement ont été respectés.

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1 866 734 5169, par courriel à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca, ou par l'entremise de son site Web à l'adresse www.opo-boa.gc.ca pour le dépôt d'une plainte.

16. Renseignements personnels

16.1 L'entrepreneur reconnaît que le Canada est régi par la Loi sur la protection des renseignements personnels, S.R.C. 1985, c. P-21, pour ce qui est de la protection des renseignements personnels tels qu'ils sont définis dans la Loi. L'entrepreneur doit maintenir la confidentialité de toute information personnelle qu'il aura recueillie, créée ou traitée en vertu du contrat et ne doit en aucun cas utiliser, copier, divulguer, éliminer ou détruire ces renseignements personnels d'une autre manière que celle prévue dans cette clause et dans les dispositions contractuelles régissant leur livraison.

16.2 Tous les renseignements personnels sont la propriété du Canada, et l'entrepreneur ne détient aucun droit à leur égard. L'entrepreneur doit, à la fin ou en cas de résiliation du contrat, ou à une date antérieure si le Canada l'exige, remettre au Canada tous les renseignements personnels sous toutes leurs formes, y compris les documents de travail, les notes, les notes de service, les rapports, les données sous forme lisible par machine ou autrement, ainsi que la documentation qui aura été rédigée ou obtenue en vertu du contrat. Après remise des renseignements personnels au Canada, l'entrepreneur n'aura aucun droit de conserver des renseignements sous quelque forme que ce soit et doit veiller à ce qu'aucune trace des renseignements personnels ne reste en sa possession.

17. Guide d'information pour les entrepreneurs

Avant le début des travaux, l'entrepreneur atteste que ses employés ou les employés de ses sous-traitants, travaillant sous contrat pour le SCC, liront le ou les modules qui les concernent et conserveront la ou les listes de vérification signées figurant sur le site Web du SCC « Guide d'information pour les entrepreneurs » à l'adresse suivante : www.bit.do/SCC-FR

18. Règlements concernant les emplacements du gouvernement

L'entrepreneur doit se conformer à tous les règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.



ANNEXE A - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Le Service correctionnel du Canada est tenu d'offrir une formation professionnelle aux délinquants purgeant une peine de ressort fédéral afin de répondre aux besoins d'emploi qui sont conformes aux normes communautaires et aux conditions du marché du travail.

1.0 Contexte

Le CORCAN est un organisme du Service correctionnel du Canada (SCC) au sein du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile. Le SCC et le CORCAN sont tenus d'offrir aux délinquants de la formation, des programmes et des services destinés à faciliter leur réintégration au sein du marché du travail lorsqu'ils sont remis en liberté. Ils visent à s'assurer que les délinquants qui participent aux activités de CORCAN sont entièrement, régulièrement et correctement employés dans un milieu de travail qui vise à atteindre les normes du secteur privé.

Pour faciliter la réinsertion sociale des délinquants et les aider à trouver un emploi, il est nécessaire d'offrir des programmes de formation professionnelle. Les certificats qui en découlent doivent être reconnus sur le marché du travail et cadrer avec les exigences des emplois offerts. Dans ce contexte, il est crucial de faire affaire avec des tiers aptes à délivrer des certificats respectant les normes en vigueur dans la collectivité.

2.0 Objectif

Offrir une certification par une tierce partie en premiers soins, en réanimation cardiorespiratoire (RCR) pour adultes et en défibrillation externe automatisée (DEA) à des groupes de délinquants et de délinquantes aux endroits énumérés à la section 5. Emplacement des travaux. Une fois la formation terminée avec succès, les participants recevront un certificat.

3.0 Tâches

L'entrepreneur doit fournir ce qui suit :

- a) Des instructeurs certifiés pour enseigner les premiers soins, la RCR pour adultes et le DEA, ce qui comprend une formation en classe et l'application des connaissances acquises en classe dans un contexte pratique.
- b) Tous les manuels, documents, matériaux et équipements nécessaires pour les instructeurs de l'entrepreneur et les participants. L'entrepreneur est aussi responsable du transport des instructeurs pour se rendre sur place et en revenir et de tout le matériel et l'équipement nécessaires à la formation.
- c) L'entrepreneur doit décrire ce qui est prévu si un cours est en partie achevé et qu'un participant est obligé de reprendre certaines composantes pour réussir le cours (il doit fournir les plans connexes).
- d) Le programme doit comprendre un minimum de 16 heures avec un enseignement en classe et des exercices pratiques de premiers soins, de RCR pour adultes et de DEA qui comprendront, sans toutefois s'y limiter :

Premiers soins, RCR pour adultes et DEA

- Les priorités, le rôle, la fonction et les responsabilités des secouristes
- EPI
- Préparation de l'intervention, évaluation du patient
- Le système et la gestion des services médicaux d'urgence
- Analyser, appeler, apporter les soins
- Urgences respiratoires
- Arrêt respiratoire et cardiaque (y compris la RCR pour adultes)
- Contrôle des saignements et des bandages; soins internes et externes et soins des plaies
- Blessures à la tête et à la colonne vertébrale
- Lésions osseuses, musculaires et articulaires



- Urgences médicales soudaines
- Urgences environnementales
- Poisons
- Questions juridiques qui s'appliquent aux secouristes
- Formation DEA sur un adulte et certification

Le nombre prévu de séances de formation pour chaque programme et pour chaque endroit est indiqué ci-dessous à la partie 5, Emplacement des travaux. L'estimation du nombre de séances de formation ne constitue pas une garantie contractuelle; il n'y a aucun nombre minimum garanti de cours pour chaque endroit.

Il incombe aux ressources de l'entrepreneur d'effectuer ce qui suit :

- participer à une séance d'orientation à l'endroit indiqué avant la prestation de la formation, conformément à la section 8.0, Orientation avant la prestation du cours;
- travailler avec le gestionnaire désigné de chaque endroit afin de fixer les dates de la formation;
- arriver au moins de 30 à 45 minutes avant l'heure de début de la formation, afin de passer le contrôle de sécurité à l'entrée principale et de régler tout problème logistique, de s'installer et d'être prêt pour l'arrivée des participants;
- préparer tout le matériel pour le cours et demander l'aide du personnel du SCC au besoin pour la formation pratique, tel qu'indiqué à la section 10.0, Visite sur place avant la prestation du cours;
- s'assurer que l'aire de travail soit fouillée à la fin de chaque journée et que le contrôle des outils, la gestion des présences et les procédures de sécurité soient effectués, conformément à l'orientation sur place menée avant la prestation du cours.

4.0 Produits livrables

L'**entrepreneur** doit fournir ce qui suit pour chaque cours :

- a) Les ressources suffisantes (instructeurs) pour faciliter les premiers soins, la RCR pour adultes et le DEA pour chaque endroit pour lequel l'entrepreneur a été désigné pour fournir des services.
- b) Le matériel de formation, les exercices écrits et pratiques et les évaluations nécessaires pour l'achèvement du cours de formation pertinent.
- c) Tout le matériel nécessaire, ce qui comprend : guides, documents, matériel, EPI et tout autre équipement nécessaire.
- d) La livraison de tout le matériel et l'équipement sur place avant le début de la formation (le matériel et l'équipement seront entreposés sur place pendant la formation).
- e) Une liste des participants ayant réussi la formation doit être remise au gestionnaire désigné.
- f) Une copie papier des certificats décernés aux participants ayant réussi la formation doit être remise au gestionnaire désigné (par courriel ou par la poste) dans les 21 jours suivant la fin du cours.
- g) Au responsable du projet et à l'autorité contractante, les dates et le lieu de la formation, ainsi que le nombre de participants, dans les 21 jours suivant la fin de chaque formation.

Le **SCC (CORCAN)** doit fournir ce qui suit pour chaque cours :

- a) Une sélection de participants avec le nombre confirmé de participants au cours doit être fournie à l'entrepreneur deux jours ouvrables avant la date de début de la formation.
- b) Les installations choisies pour la prestation de la formation, y compris les salles de classe et tout équipement nécessaire à l'enseignement en classe (veuillez noter que tous les types de médias utilisés pour donner la formation doivent être préapprouvés par le responsable du projet; le type de média sera indiqué dans la commande subséquente).



- c) À chaque endroit, suffisamment d'espace pour la formation pratique.
- d) Un espace suffisant et un accès à cet espace (selon le protocole en vigueur) pour l'instructeur embauché par l'entrepreneur dans chaque emplacement, afin de ranger tout le matériel et l'équipement de l'entrepreneur pendant la durée de la formation.

Le responsable de projet, le CORCAN du SCC, fournira une liste à l'entrepreneur des gestionnaires désignés pour chaque établissement du SCC au moment de l'attribution de l'offre à commandes.

Le gestionnaire désigné de chaque établissement du SCC collaborera avec l'entrepreneur pour déterminer les dates de prestation des cours.

Volume estimé

Le nombre prévu de séances de formation pour chaque programme et pour chaque endroit est indiqué ci-dessous à la partie 5, Emplacement des travaux. L'estimation du nombre de séances de formation ne constitue pas une garantie contractuelle; il n'y a aucun nombre minimum garanti de cours pour chaque endroit.

Un groupe doit compter au moins 8 participants par cours de formation, mais ne peut en compter plus de 15.

Le gestionnaire désigné de chaque établissement du SCC collaborera avec l'entrepreneur pour déterminer les dates de prestation des cours.

5.0 Emplacement des travaux

VOLET 1 : Établissement Bowden et établissement Drumheller

Établissements du SCC	Classification de sécurité	Nombre estimatif de séances par année
Établissement Bowden Route 2 C.P. 6000 Innisfail (Alberta) T4G 1V1	Établissement à sécurité moyenne et établissement à sécurité minimale	Jusqu'à 6 cours
Établissement de Drumheller Route 9, C.P. 3000 Drumheller (Alberta) T0J 0Y0	Établissement à sécurité moyenne et établissement à sécurité minimale	Jusqu'à 6 cours

VOLET 2 : Établissement d'Edmonton pour femmes, établissement Grierson, centre Pê Sâkâstêw. établissement d'Edmonton et ateliers industriels en milieu communautaire

Établissements du SCC	Classification de sécurité	Nombre estimatif de séances par année
Établissement d'Edmonton pour femmes 11151, 178 ^e rue Edmonton (Alberta) T5S 2H9	Établissement à sécurité moyenne et établissement à sécurité minimale	Jusqu'à 7 cours
Centre Grierson 9530, 101 ^e Avenue Edmonton (Alberta) T5H 0B3	Établissement à sécurité minimale	Jusqu'à 3 cours
Centre Pê Sâkâstêw Route 2A C.P. 1500	Établissement à sécurité minimale	Jusqu'à 6 cours



Maskwacis (Alberta) T0C 1N0		
Établissement d'Edmonton 21611 rue Meridian Edmonton (Alberta) T5H 0B3	Établissement à sécurité maximale	Jusqu'à 3 cours
Ateliers industriels en milieu communautaire 3940 53 ^e avenue NO Edmonton (Alberta)	Établissement communautaire	Jusqu'à 12 cours

VOLET 3 : Établissement de Grande Cache

Établissements du SCC	Classification de sécurité	Nombre estimatif de séances par année
Établissement de Grande Cache Avenue Hoppe Sac 4000 Grande Cache (Alberta) T0E 0Y0	Établissement à sécurité moyenne	Jusqu'à 4 cours

VOLET 4 : Pénitencier de la Saskatchewan, pavillon de ressourcement Willow Cree, centre psychiatrique régional, ateliers industriels en milieu communautaire

Établissements du SCC	Classification de sécurité	Nombre estimatif de séances par année
Pénitencier de la Saskatchewan 15 ^e rue Ouest C.P. 160 Prince Albert (Saskatchewan) S6V 5R6	Établissement à sécurité moyenne et établissement à sécurité minimale	Jusqu'à 9 cours
Pavillon de ressourcement Willow Cree C.P. 520 Duck Lake (Saskatchewan) S0K 1J0	Établissement à sécurité minimale	Jusqu'à 4 cours
Centre psychiatrique régional 2520, avenue Central Nord C.P. 9243 Saskatoon (Saskatchewan) S7K 3X5	Établissement à sécurité moyenne	Jusqu'à 3 cours
Ateliers industriels en milieu communautaire 2410, 11 ^e rue Ouest Saskatoon (Saskatchewan)	Établissement communautaire	Jusqu'à 6 cours

VOLET 5 : Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, centre Oskana



Établissements du SCC	Classification de sécurité	Nombre estimatif de séances par année
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci C.P. 1929 Maple Creek (Saskatchewan) S0N 1N0	Établissement à sécurité minimale	Jusqu'à 6 cours
Centre Oskana 1650, rue Halifax Regina (Saskatchewan) S4P 1S8	Établissement communautaire	Jusqu'à 3 cours

VOLET 6 : Établissement Stony Mountain, centre Osborne

Établissements du SCC	Classification de sécurité	Nombre estimatif de séances par année
Établissement de Stony Mountain Autoroute 7 Nord à Stony Mountain Stony Mountain (Manitoba) R0C 3A0	Établissement à sécurité moyenne et établissement à sécurité minimale	Jusqu'à 6 cours
Centre Osborne 1048, rue Main Winnipeg (Manitoba) R2W 3R3	Établissement communautaire	Jusqu'à 6 cours

<https://www.csc-scc.gc.ca/installations-et-securite/001-0005-fra.shtml>

Voyages - Il n'y aura pas de frais de déplacement et de subsistance associés à la présente offre à commandes.

6.0 Heures de travail

L'entrepreneur doit offrir cette formation durant les heures normales de l'établissement (habituellement du lundi au vendredi, de 8 h à 16 h).

Le nombre d'heures de formation prévues dans un établissement communautaire et à sécurité minimale est de 8 heures par jour.

Le nombre d'heures de formation prévues dans un établissement à sécurité moyenne et maximale est de 5 heures par jour.

Les heures de travail peuvent varier quelque peu (commencer un peu plus tard, se terminer un peu plus tôt) selon l'endroit; elles seront précisées dans les commandes subséquentes pour les services. Pour des raisons opérationnelles, toutes les activités se déroulant dans les établissements seront interrompues pendant de 30 à 90 minutes pour le dîner. La période de fermeture pour le dîner sera précisée au moment de la commande subséquente pour les services.

7.0 Langue de travail

L'instructeur embauché par l'entrepreneur doit être en mesure de donner la formation (bien lire et bien s'exprimer à l'oral et à l'écrit) en anglais.



8.0 Orientation avant la prestation du cours

Avant le début de la prestation de chaque cours (à une date jugée acceptable par l'entrepreneur et le gestionnaire délégué), les ressources de l'entrepreneur doivent suivre une orientation et assister à une présentation sur les politiques et les procédures y compris les procédures de sécurité, la livraison et l'entreposage du matériel et de l'équipement, le passage en revue de toutes les questions logistiques et autres renseignements nécessaires avant le début du cours, y compris la formation pratique. Il faut prévoir jusqu'à trois heures (cela peut être plus court s'il ne s'agit pas du premier cours donné par la ressource à l'établissement) et l'information peut être transmise en prélecture, par téléphone, par vidéoconférence ou en personne, selon ce que détermine le gestionnaire désigné du CORCAN du SCC sur place.

9.0 Réunions

En tout temps, le responsable de projet peut convoquer une réunion afin de résoudre des questions urgentes et/ou des problèmes ou répondre aux préoccupations. Le responsable du projet et l'entrepreneur détermineront le lieu, la date et l'heure de la réunion.

10. Contraintes

- a) Les cours sont offerts aux délinquants purgeant une peine de ressort fédéral qui sont incarcérés dans des établissements fédéraux (y compris les détenus à sécurité minimale et moyenne).
Les politiques concernant la détermination de la classification de sécurité et les établissements fédéraux se retrouvent sur le site Web du SCC à l'adresse : www.csc-scc.gc.ca.
- b) Les participants peuvent avoir une attitude difficile ou être réfractaires.
- c) Il peut y avoir des délais au moment d'entrer dans l'établissement. Tous les articles qui y entrent doivent être inspectés, radiographiés et peuvent être soumis à des tests pour trouver des objets interdits.
- d) Les gens pénétrant dans l'unité peuvent aussi être soumis à une fouille (p. ex. à l'aide de chiens détecteurs, de portique de détection de métaux, de détecteur ionique, etc.).
- e) La formation pourrait être retardée pour cause de besoins opérationnels sur place (par exemple : conflit d'horaire, fermeture de l'établissement, situation d'urgence pouvant modifier l'horaire de la formation en totalité ou en partie).
- f) Les participants ne sont pas autorisés à avoir accès à Internet.

11. Annulation

Si un cours prévu doit être annulé ou repoussé par le SCC, le responsable du projet, son délégué ou l'établissement doit donner à l'entrepreneur un préavis d'au moins 24 heures. Un message sera considéré comme un préavis. Les cours seront repris dès que possible. L'entrepreneur doit téléphoner à l'établissement avant de partir, après une journée de formation, pour s'assurer qu'aucune période de confinement n'a été ordonnée au cours des 24 heures précédentes.



ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT PROPOSÉE

Le nombre estimé de cours pour chaque programme et pour chaque endroit est indiqué ci-dessous. L'estimation des besoins en matière de formation ne constitue pas une garantie contractuelle; il n'y a aucun nombre de cours minimum garanti pour chaque endroit.

REMARQUE : Si le soumissionnaire fait une proposition pour plusieurs VOLETS, l'entrepreneur doit fournir suffisamment de ressources pour le volume estimé conformément à l'Annexe A - Énoncé des travaux.

2.0 Tarifs

A - Durée du contrat - De l'attribution de l'offre à commandes au 31 juillet 2020.

VOLET 1 : Établissement Bowden et établissement Drumheller

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements communautaire et à sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à sécurité moyenne et maximale</u>
		A	B
Établissement Bowden	6	_____ \$	_____ \$
Établissement de Drumheller	6	_____ \$	_____ \$
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
		Total pour les colonnes A + B _____ \$	

VOLET 2 : Établissement d'Edmonton pour femmes, établissement d'Edmonton, établissement Grierson, centre Pê Sâkâstêw et ateliers industriels en milieu communautaire

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements communautaire et à sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à sécurité moyenne et maximale</u>
		A	B
Établissement d'Edmonton pour femmes	7	_____ \$	_____ \$
Établissement d'Edmonton	3		_____ \$



Établissement Grierson	3	_____ \$	S.O.
Ateliers industriels en milieu communautaire	12	_____ \$	S.O.
Centre Pê Sâkâstêw	6	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
		Total pour les colonnes A + B _____ \$	

VOLET 3 : Établissement de Grande Cache

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements communautaire et à sécurité minimale	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements à sécurité moyenne et maximale
		A	B
Établissement de Grande Cache	4	S.O.	_____ \$
		S.O.	Total pour la colonne B _____ \$

VOLET 4 : Pénitencier de la Saskatchewan, pavillon de ressourcement Willow Cree, centre psychiatrique régional, ateliers industriels en milieu communautaire

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements communautaire et à sécurité minimale	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements à sécurité moyenne et maximale
		A	B
Pénitencier de la Saskatchewan	9	_____ \$	_____ \$
Pavillon de ressourcement Willow Cree	4	_____ \$	S.O.
Centre psychiatrique régional	3	S.O.	_____ \$
Ateliers industriels en milieu communautaire	6	_____ \$	



	Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
	Total pour les colonnes A + B _____ \$	

VOLET 5 : Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, centre Oskana

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements</u> <u>communautaire et à</u> <u>sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à</u> <u>sécurité moyenne</u> <u>et maximale</u>
		A	B
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci	6	_____ \$	S.O.
Centre Oskana	3	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	S.O.

VOLET 6 : Établissement Stony Mountain, centre Osborne

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements</u> <u>communautaire et à</u> <u>sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à</u> <u>sécurité moyenne</u> <u>et maximale</u>
		A	B
Établissement de Stony Mountain	6	_____ \$	_____ \$
Centre Osborne	6	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
		Total pour les colonnes A + B _____ \$	

3.0 Options de prolongation de la période de l'offre à commandes :



Sous réserve d'exercer l'option de prolonger la période de l'offre à commandes, conformément à l'article « À insérer à l'attribution de l'offre à commandes » de l'offre à commandes initiale, Options de prolongation de l'offre à commandes, l'entrepreneur sera payé le taux ferme tout inclus, d'après le tableau suivant, taxes applicables en sus, pour effectuer tous les travaux et services exigés relativement à toute commande subséquente émise suite à la prolongation de l'offre à commandes.

B – Période d'option 1 : du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2021

VOLET 1 : Établissement Bowden et établissement Drumheller

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements communautaire et à sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à sécurité moyenne et maximale</u>
		A	B
Établissement Bowden	6	_____ \$	_____ \$
Établissement de Drumheller	6	_____ \$	_____ \$
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
		Total pour les colonnes A + B _____ \$	

VOLET 2 : Établissement d'Edmonton pour femmes, établissement d'Edmonton, établissement Grierson, centre Pê Sâkâstêw et ateliers industriels en milieu communautaire

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements communautaire et à sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à sécurité moyenne et maximale</u>
		A	B
Établissement d'Edmonton pour femmes	7	_____ \$	_____ \$
Établissement d'Edmonton	3		_____ \$
Établissement Grierson	3	_____ \$	S.O.



Ateliers industriels en milieu communautaire	12	_____ \$	S.O.
Centre Pê Sâkâstêw	6	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
		Total pour les colonnes A + B _____ \$	

VOLET 3 : Établissement de Grande Cache

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements communautaire et à sécurité minimale	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements à sécurité moyenne et maximale
		A	B
Établissement de Grande Cache	4	S.O.	_____ \$
		S.O.	Total pour la colonne B _____ \$

VOLET 4 : Pénitencier de la Saskatchewan, pavillon de ressourcement Willow Cree, centre psychiatrique régional, ateliers industriels en milieu communautaire

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements communautaire et à sécurité minimale	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements à sécurité moyenne et maximale
		A	B
Pénitencier de la Saskatchewan	9	_____ \$	_____ \$
Pavillon de ressourcement Willow Cree	4	_____ \$	S.O.
Centre psychiatrique régional	3	S.O.	_____ \$
Ateliers industriels en milieu communautaire	6	_____ \$	



	Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
	Total pour les colonnes A + B _____ \$	

VOLET 5 : Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, centre Oskana

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements</u> <u>communautaire et à</u> <u>sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à</u> <u>sécurité moyenne</u> <u>et maximale</u>
		A	B
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci	6	_____ \$	S.O.
Centre Oskana	3	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	S.O.

VOLET 6 : Établissement Stony Mountain, centre Osborne

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements</u> <u>communautaire et à</u> <u>sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à</u> <u>sécurité moyenne</u> <u>et maximale</u>
		A	B
Établissement de Stony Mountain	6	_____ \$	_____ \$
Centre Osborne	6	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
		Total pour les colonnes A + B _____ \$	



C – Période d’option 2 : du 1^{er} août 2021 au 31 juillet 2022

VOLET 1 : Établissement Bowden et établissement Drumheller

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements communautaire et à sécurité minimale	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements à sécurité moyenne et maximale
		A	B
Établissement Bowden	6	_____ \$	_____ \$
Établissement de Drumheller	6	_____ \$	_____ \$
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
		Total pour les colonnes A + B _____ \$	

VOLET 2 : Établissement d’Edmonton pour femmes, établissement d’Edmonton, établissement Grierson, centre Pê Sâkâstêw et ateliers industriels en milieu communautaire

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements communautaire et à sécurité minimale	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements à sécurité moyenne et maximale
		A	B
Établissement d’Edmonton pour femmes	7	_____ \$	_____ \$
Établissement d’Edmonton	3		_____ \$
Établissement Grierson	3	_____ \$	S.O.
Ateliers industriels en milieu communautaire	12	_____ \$	S.O.
Centre Pê Sâkâstêw	6	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B



	_____ \$
	Total pour les colonnes A + B _____ \$

VOLET 3 : Établissement de Grande Cache

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements communautaire et à sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à sécurité moyenne et maximale</u>
		A	B
Établissement de Grande Cache	4	S.O.	_____ \$
		S.O.	Total pour la colonne B _____ \$

VOLET 4 : Pénitencier de la Saskatchewan, pavillon de ressourcement Willow Cree, centre psychiatrique régional, ateliers industriels en milieu communautaire

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements communautaire et à sécurité minimale</u>	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les <u>établissements à sécurité moyenne et maximale</u>
		A	B
Pénitencier de la Saskatchewan	9	_____ \$	_____ \$
Pavillon de ressourcement Willow Cree	4	_____ \$	S.O.
Centre psychiatrique régional	3	S.O.	_____ \$
Ateliers industriels en milieu communautaire	6	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
		Total pour les colonnes A + B _____ \$	



VOLET 5 : Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, centre Oskana

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements communautaire et à sécurité minimale	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements à sécurité moyenne et maximale
		A	B
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci	6	_____ \$	S.O.
Centre Oskana	3	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	S.O.

VOLET 6 : Établissement Stony Mountain, centre Osborne

Description : Premiers soins Formation - telle que décrite dans l'Annexe A – Énoncé des travaux	Nombre estimatif de séances par année	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements communautaire et à sécurité minimale	Tarif forfaitaire ferme par participant / par session pour les établissements à sécurité moyenne et maximale
		A	B
Établissement de Stony Mountain	6	_____ \$	_____ \$
Centre Osborne	6	_____ \$	S.O.
		Total pour la colonne A _____ \$	Total pour la colonne B _____ \$
		Total pour les colonnes A + B _____ \$	

Méthode de sélection : L'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas pour chaque volet (colonne A pour les établissements à sécurité minimale et colonne B pour les établissements à sécurité moyenne et maximale) sera recommandée pour l'attribution d'une offre à commandes.

Prix évalué par VOLET = (Total de la colonne A et/ou B pendant la durée du contrat selon le cas) + (Total de la colonne A et/ou B pendant la période d'option 1 selon le cas) + (Total de la colonne A et/ou B pendant la période d'option 2 selon le cas)



4.0 Taxes applicables

- (a) Dans l'offre à commandes, tous les prix et toutes les sommes ne comprennent pas les taxes applicables, selon le cas, à moins d'indication contraire. Les taxes applicables s'ajoutent au prix mentionné et seront payées par le Canada.
- (b) Le montant estimé des taxes applicables de « À insérer à l'attribution de l'offre à commandes » \$ est compris dans le coût total estimé qui figure à la page 1 de la présente offre à commandes. Les taxes applicables seront comprises dans toutes les factures et dans toutes les demandes d'acomptes à titre d'article distinct. Tous les articles détaxés ou exemptés, ou auxquels les taxes ne s'appliquent pas, devront apparaître ainsi sur toutes les factures. L'offrant accepte de verser à l'Agence du revenu du Canada (ARC) le montant des taxes applicables acquittées ou exigibles.

[Utiliser à ce qui suit si le gouvernement du Canada préfère utiliser la carte d'achat (carte de crédit) pour effectuer le paiement. Si l'offrant indique dans l'offre que le paiement par carte de crédit est accepté, s'assurer que la clause H3027C du Guide des CCUA est incluse dans la partie 7, clause 4.0 du contrat. Supprimer cette clause au moment de l'attribution de l'offre à commandes.]

5.0 Paiement par carte de crédit

Le Canada exige que les offrants sélectionnent l'une des options suivantes :

- (a) () Les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) sont acceptées à titre de méthode de paiement.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :
Master Card : _____

- (b) () Les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne sont pas acceptées à titre de méthode de paiement.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

Le fait d'accepter les paiements par carte de crédit ne constitue pas un critère d'évaluation.



DSD-NHQ3456-CORCAN



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat 21250-19-3043775
Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis	
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET
	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET
	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
Special comments: Commentaires spéciaux : _____	
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscrained personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? If Yes, will unscrained personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui <input type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)	
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'enlreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF A LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre la système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité





DSD-NHQ3456-CORCAN



Contract Number / Numéro du contrat 21250-19-3043775
Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
							NATO DIFFUSION RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	A		B	C				
RW																
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

NOT APPLICABLE

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



DSD-NHQ3456-CORCAN

Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat 21C50-19-3043775
Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION			
13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Pierre Carmona	Title - Titre VICEO, CORCAN	Signature 	
Telephone No. - N° de téléphone 613-995-7440	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel Pierre.Carmona@csc-scc.gc.ca	Date 2018-10-10
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Robert Wattie - Contract Security Analyst	Title - Titre	Signature 	
Telephone No. - N° de téléphone 613-415-8705	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel Robert.Wattie@csc-scc.gc.ca	Date 2019-04-30
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?			<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Claudette Chabot	Title - Titre Senior Contracting Officer	Signature 	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel Claudette.Chabot@csc-scc.gc.ca	Date April 26, 2019
Andree Francis Contract Security Officer, Contract Security Division Andree.Francis@tpsgc-pwgsc.gc.ca		Digitally signed by Francis, Andree Date: 2019.05.08 14:11:52 -04'00'	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



ANNEXE D - CRITÈRES D'ÉVALUATION

1.0 Évaluation technique

1.1 Les éléments suivants de l'offre sont évalués et cotés selon les critères d'évaluation énoncés ci-après.

- Critères techniques obligatoires

Il est **impératif** que les offres **répondent à chacun de ces critères** pour démontrer leur respect des exigences.

1.2 TOUTE EXPÉRIENCE QUI N'EST PAS APPUYÉE PAR DES DONNÉES COMPLÉMENTAIRES POUR PRÉCISER OÙ, QUAND ET COMMENT ELLE A ÉTÉ ACQUISE ENTRAÎNERA LE REJET DE L'EXPÉRIENCE EN QUESTION AUX FINS DE L'ÉVALUATION.

1.3 Tous les exemples d'expérience doivent être strictement liés au travail. Les périodes d'études et de formation ne seront pas prises en considération, à moins d'indication contraire.

1.4 Il faut prouver son expérience en décrivant des projets et/ou emplois antérieurs, qu'ils soient terminés ou en cours.

1.5 Des références doivent être fournies pour chaque projet ou expérience de travail.

- I. Lorsque la ressource proposée a acquis l'expérience énoncée au sein d'un organisme ou ministère fédéral canadien **en tant que fonctionnaire**, la référence doit être un fonctionnaire qui jouait un rôle de supervision par rapport à la ressource proposée au cours de la période d'emploi mentionnée.
- II. Lorsque la ressource proposée a acquis l'expérience énoncée au sein d'un organisme ou ministère fédéral canadien **en tant que consultant**, la référence doit être le fonctionnaire chargé du projet dans le cadre duquel la ressource proposée a acquis l'expérience.
- III. Les références doivent être présentées selon le format suivant :
 - a. Nom;
 - b. Organisme;
 - c. Numéro de téléphone actuel; et
 - d. Adresse courriel si disponible.

1.6 Présentation de la réponse

- I. Afin de faciliter l'évaluation des offres, il est recommandé que les offrants abordent, dans leur offre, les critères obligatoires dans l'ordre où ils apparaissent dans le tableau Critères d'évaluation, en utilisant la numérotation présentée.
- II. De plus, les offrants sont avisés que le nombre de mois d'expérience mentionné pour un projet ou une expérience dont le délai chevauche le délai d'un autre projet ou d'une autre expérience ne sera pris en considération qu'une seule fois. Par exemple, la durée du projet 1 s'échelonne de juillet 2001 à décembre 2001; la durée du projet 2 s'échelonne d'octobre 2001 à janvier 2002. Le nombre total de mois d'expérience pour ces deux projets est de sept (7) mois.
- III. Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p.ex., 2 ans), le SCC ne tiendra pas compte de cette expérience si l'offre technique ne donne pas le



mois et l'année, tel qu'exigé, pour la date de début et la date de fin de l'expérience alléguée.

- IV. Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la ressource jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé.

CRITÈRES OBLIGATOIRES – _____

N°	Critère technique obligatoire	Description de la réponse de l'offrant (indiquer l'emplacement dans l'offre)	Respecté/non respecté
O1	<p>Le soumissionnaire doit fournir des documents démontrant que le cours de premiers soins, de réanimation cardiorespiratoire (RCR) pour adultes et de défibrillateur externe automatisé (DEA) est certifié par l'industrie.</p> <p>Par « certifié par l'industrie », on entend que la formation offerte par le soumissionnaire donnera lieu à l'obtention d'une certification reconnue par l'industrie à un niveau équivalent, mais sans toutefois s'y limiter, à : Ambulance St-Jean, la Croix-Rouge canadienne, la Fondation des maladies du cœur du Canada, Rescue 7, le Canadian College of Emergency Medical Services (EMS), le Northern Alberta Institute of Technology (NAIT), Western Canada Fire et First Aid Inc., SAIT Polytechnic.</p> <p>Par exemple, la fourniture de documents de l'industrie sous la forme d'une lettre ou d'un certificat des approbateurs fédéraux ou provinciaux de l'assurance de la qualité démontrant que le soumissionnaire est reconnu comme formateur officiel pour donner de la formation à des établissements d'enseignement, gouvernementaux ou industriels ou à des associations industrielles dans chaque province où le soumissionnaire présente une proposition.</p> <p>La certification qui n'est reconnue que par une entreprise ou un lieu de travail précis <u>ne répond pas</u> à cette norme et ne sera pas acceptée.</p> <p>Une preuve de certification doit accompagner la soumission.</p>		



N°	Critère technique obligatoire	Description de la réponse de l'offrant (indiquer l'emplacement dans l'offre)	Respecté/non respecté
O2	<p>Le soumissionnaire doit fournir un aperçu du cours de secourisme, de RCR et de DEA décrivant en détail les sujets couverts, y compris, mais sans s'y limiter, les sujets fournis dans l'énoncé des travaux.</p> <p>La documentation du plan de cours doit être jointe à la soumission.</p>		
O3	<p>Le soumissionnaire doit fournir les noms des ressources proposées possédant un certificat valide d'un organisme de certification provincial ou national reconnu pour donner des cours de premiers soins, de RCR pour adultes et de DEA, ainsi que la date d'expiration de ce certificat, avec équivalence des politiques et des normes provinciales en matière de SST et/ou des normes médicales de SST de la province en matière de santé et sécurité au travail dans les provinces pour lesquelles il entend offrir ses services.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir, pour chaque ressource proposée, la documentation à jour (p. ex. lettres de certification) démontrant que la ressource proposée est certifiée pour enseigner la formation encadrée par l'industrie, tel que défini au point O1.</p> <p>La preuve de certification pour chaque ressource proposée doit être jointe à la soumission.</p> <p>REMARQUE : Si le soumissionnaire fait une proposition pour un ou plusieurs emplacements, il doit fournir suffisamment de ressources pour le nombre estimatif de séances indiqué dans l'énoncé des travaux. Le soumissionnaire doit fournir une copie du curriculum vitæ et de la certification de chaque ressource proposée.</p>		
O4	<p>Le soumissionnaire ou les ressources proposées par le soumissionnaire doivent avoir donné au moins six (6) cours de premiers soins, de RCR pour adultes et de DEA, à titre d'instructeur agréé, cette expérience ayant été acquise au cours des trois (3) dernières années avant la date de publication de l'appel d'offres.</p> <p>Pour faire la preuve de son expérience, le soumissionnaire doit fournir :</p>		



N°	Critère technique obligatoire	Description de la réponse de l'offrant (indiquer l'emplacement dans l'offre)	Respecté/non respecté
	<p>a) Le nom, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne-ressource du client. b) Les dates de début et de fin des cours dispensés. c) Le type de formation dispensée pour chaque cours énuméré (c.-à-d. premiers soins, RCR et/ou DEA).</p> <p>Les soumissionnaires doivent joindre la preuve de leur expérience à leur proposition.</p>		